



**PREFET DE VAUCLUSE**

## **Arrêté n °2013077-0003**

**signé par Préfet de Vaucluse  
le 18 Mars 2013**

**Prefet de Vaucluse  
03 - DDPP (Direction Départementale de la Protection des Populations)**

portant modification de l autorisation d exploiter une installation de stockage de déchets inertes pris en application de l article L.541-30-1 du Code de l environnement pour l installation sise au lieu- dit le Grand Geas 84220 Cabrières d'Avignon, initialement autorisée par l'arrêté n ° SI2009601621-0080-PREF du 21 janvier 2009 au profit de la société Briès T.P



**PREFET DE VAUCLUSE**

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service prévention des risques techniques  
Affaire suivie par : Alain PLEYRE  
Tél : 04 86 17 88 87  
Télécopie : 04 86 17 88 99  
Courriel : alain.pleyre@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le

**ARRÊTÉ N°**  
portant modification de l'autorisation d'exploiter  
une installation de stockage de déchets inertes  
pris en application de l'article L.541-30-1 du Code de  
l'environnement pour l'installation sise au lieu-dit le Grand Geas  
84220 Cabrières d'Avignon, initialement autorisée par l'arrêté n°  
S12009601621-0080-PREF du 21 janvier 2009 au profit de la  
société Briès T.P

**LE PREFET DE VAUCLUSE**  
**CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil n°1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;

VU le code de l'environnement, et notamment son article L.541-30-1, les articles R.541-65 à R.541-75 et les articles R.541-80 à R.541-82 ;

VU le décret n°88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante ;

VU le décret n° NOR: INTA1230678D du 1er août 2012 publié au journal officiel de la république française le 3 août 2012 portant nomination de M. Yannick BLANC, en qualité de préfet de Vaucluse ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012240-0001 du 27 août 2012 donnant délégation de signature à Mme Martine CLAVET, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

VU l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;

VU l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;

VU l'arrêté préfectoral SI2009601621-0080-PRÉF du 21 janvier 2009 portant autorisation au titre de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Cabrières d'Avignon ;

VU l'avenant du 22 mai 2012 à la convention intervenue le 7 juillet 2008 entre la société Briès TP et la commune de Cabrières d'Avignon en vue de la remise de la parcelle D 942 à sa côte topographique initiale suite à des opérations de remblaiement avec les matériaux inertes au site puis de procéder à des opérations de reboisement ;

VU la demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter de la société Briès TP SA en date 26 juin 2012;

VU l'avis favorable de la direction départementale des territoires du 19 décembre 2012 ;

VU l'avis de l'institut national de l'origine et de la qualité du 17 décembre 2012 ;

VU l'avis favorable sous réserve de la délégation territoriale de Vaucluse de l'agence régionale de santé du 9 novembre 2012 ;

VU l'avis du maire de la commune de Cabrières d'Avignon rendu le 14 février 2013 ;

Sur proposition de la directrice départementale de la protection des populations

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er

La société Briès TP, dont le siège social est situé à Coustellet, BP 13 – 84220 Cabrières d'Avignon est autorisée à poursuivre l'exploitation de son installation de stockage de déchets inertes, sise au lieu-dit le Grand Geas 84220 Cabrières d'Avignon, initialement autorisée par l'arrêté n° SI2009601621-0080-PRÉF du 21 janvier 2009, dans les conditions définies par le présent arrêté et ses annexes.

L'exploitation du site de l'installation est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par l'exploitant.

La présente autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur, et notamment celle relative à l'eau et aux milieux aquatiques.

### ARTICLE 2. -

La surface foncière de la parcelle cadastrée D 942 affectée à l'installation est de 5 hectares 07 ares 9 centiares.

### ARTICLE 3.

L'exploitation est autorisée pour une durée de 4 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Cette exploitation sera exécutée dans les conditions indiquées dans les annexes I à IV du présent arrêté auxquelles l'exploitant se conformera.

#### **ARTICLE 4 .**

La capacité totale de stockage restante est limitée à :32 000 tonnes

- déchets inertes, hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : 32 000 tonnes.
- déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : non autorisés.

#### **ARTICLE 5.**

Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à :

- déchets inertes, hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : 12 000 tonnes
- déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : non autorisés

#### **ARTICLE 6.**

L'arrêté préfectoral SI 2009601621-0080-PRFF du 21 janvier 2009 est abrogé.

#### **ARTICLE 7.**

Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- au maire de la commune de Cabrières d'Avignon
- au pétitionnaire.

Une copie du présent arrêté sera également affichée à la mairie de la commune de Cabrières d'Avignon.

Il est en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

#### **ARTICLE 8.**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

#### **ARTICLE 9.**

La secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des territoires de Vaucluse, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, le maire de Cabrières d'Avignon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



PRÉFECTURE DE VAUCLUSE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES  
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de l'Environnement et des Affaires Foncières

ARRETE PREFECTORAL N° S12009-01-21-0080 - PREF

portant autorisation au titre de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Cabrières d'Avignon

**LE PREFET DE VAUCLUSE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.541-30-1,

Vu le décret n°2006-302 du 15 mars 2006 pris pour l'application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement relatif aux installations de stockage de déchets inertes,

Vu l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration des installations de stockage de déchets inertes mentionnée à l'article 5 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005,

Vu l'arrêté du 15 mars 2006 fixant la liste des types de déchets inertes admissibles dans des installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations,

Vu la demande de M. Gérard Briés, directeur général de la société Briés TP SA en date du 8 septembre 2008 complétée le 15 octobre 2008,

Vu la convention entre la commune de Cabrières d'Avignon, propriétaire du terrain et l'entreprise Briés TP attestée par acte notarié en date du 20 août 2008

Vu les avis des services de l'Etat consultés.

Vu l'avis de Mme le maire de la commune de Cabrières d'Avignon du 20 janvier 2009.

original -> Sylvie Reynier 10/02/2009

# Arrête

## Article 1<sup>er</sup> : Autorisation

La société Briés TP, dont le siège social est situé à Coustellet, BP 13, 84220 Cabrières d'Avignon, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit Le Grand Geas, parcelle cadastrée section D n° 942 sur la commune de Cabrières d'Avignon, dans les conditions définies dans le présent arrêté et dans son annexe.

## Article 2 : Déchets admis

Peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes seulement  
Les déchets suivants :

Chapitre de la liste des déchets (décret n°2002-540).	Code (décret n°2002-540)	Description	Restrictions
17 Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Béton	Uniquement déchets de construction et de démolition triés(1)
17 Déchets de construction et de démolition	17 01 02	Briques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés(1)
17 Déchets de construction et de démolition	17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés(1)
17 Déchets de construction et de démolition	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés(1)
17 Déchets de construction et de démolition	17 03 02	Mélanges bitumineux	Uniquement après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron.
17 Déchets de construction et de démolition	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais)	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable.
20 Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

(1) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc... peuvent également être admis dans l'installation.

## Article 3 : Durée de l'exploitation

L'exploitation est autorisée pour une durée de quatre ans à compter de la notification du présent arrêté.

## Article 4 : Quantités autorisées

La capacité de stockage de l'installation est limitée à :

36 000 m<sup>3</sup>

Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à :  
Déchets inertes 12 000 tonnes

#### **Article 5 : Exploitation**

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexe I du présent arrêté.

#### **Article 6 : Rapport annuel**

L'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet sur les types et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site. L'exploitant adresse copie de sa déclaration au maire de la commune où est située l'installation.

**Article 7:** Le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande de référé-suspension devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification, Il peut également faire l'objet d'un recours en annulation devant le même tribunal administratif par requête séparée,

#### **Article 8 : Publication**

L'arrêté d'autorisation sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Une ampliation du présent arrêté sera affichée à la mairie de Cabrières d'Avignon pendant une durée d'un mois.

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée:

- au maire de Cabrières d'Avignon,
- au pétitionnaire.

L'exploitant fera publier à ses frais l'arrêté préfectoral d'autorisation au bureau des hypothèques de la situation des immeubles. Une copie de cette publication sera adressée au préfet.

#### **Article 9 : Respect et évolution de la réglementation :**

La présente autorisation ne préjuge en rien de la régularité de la situation administrative de l'installation au regard d'autres réglementations. Le non-respect de celles-ci peut, le cas échéant, constituer des infractions susceptibles de sanctions pénales.

**Article 10 : Exécution**

- le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse,
- le directeur départemental de l'Équipement et de l'Agriculture de Vaucluse,
- le colonel commandant Le groupement de Gendarmerie de Vaucluse,
- le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- le maire de Cabrières d'Avignon.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au  
pitionnaire.

Fait à Avignon, le 21 JAN 2000

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale



Agnès PINAULT



## *Annexe I :*

### **I. Dispositions générales.**

#### **1.- Conformité de l'installation au dossier de demande d'autorisation**

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

### **II- Règles d'exploitation du site.**

#### **2.1. Contrôle de l'accès**

L'installation de stockage de déchets est clôturée. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

#### **2.2. Accessibilité**

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

#### **2.3. Propreté**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

#### **2.4. Bruit**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **2.5. Plan d'exploitation**

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles sont stockés des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

#### **2.6. Progression de l'exploitation**

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

#### **2.7. Affichage**

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets admissibles, les jours et heures d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

#### **2.8. Brûlage**

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.  
(Référence : article 10 du décret n°2006-302)

### **III - Conditions d'admission des déchets.**

#### **3.1. Déchets admissibles**

Les déchets admissibles dans l'installation de stockage de déchets inertes sont énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc,... peuvent également être admis dans l'installation. Sont concernés par ces dispositions les déchets désignés par les rubriques 17 01 01 « Bétons », 17 01 02 « Briques », 17 01 03 « Tuiles et céramiques » et 17 01 07 « Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques »

#### **3.2. Déchets interdits**

Le stockage de déchets d'un type différent de ceux mentionnés dans l'autorisation d'exploitation est interdit.

(Référence : article 12 II a du décret n°2006-302)

#### **3.3. Dilution**

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

#### **3.4. Document préalable d'admission**

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

#### **3.5 Déchets présentant une suspicion de contamination**

Dans le cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage,

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

#### **3.6 Terres provenant de sites contaminés**

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

##### **3.1. Contrôle lors de l'admission des déchets**

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement listés aux points 3.4

Dans le cas d'un transfert transfrontière de déchets inertes, l'exploitant vérifie les documents requis par le règlement du 1<sup>er</sup> février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalaage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

##### **3.8. Accusé de réception**

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception à l'expéditeur des déchets.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets, ...).

##### **3.9. Tenue d'un registre**

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage;
- l'origine et la nature des déchets ;

- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

#### **IV - Remise en état du site en fin d'exploitation.**

##### **4.1. Couverture finale**

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.

##### **4.2. Aménagements en fin d'exploitation**

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.

##### **4.3. - Plan topographique**

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500<sup>ème</sup> qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation etc.).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

## Annexe II

### Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de sites contaminés.

17 Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat*	500*
FS (fraction soluble)	4000

\* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg

2°/ Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de déchet sec
COT (Carbone organique total)	30000**
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (Byphényls polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

\*\* Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.